Conseil d'Etat - Raad van State
LEGISLATION -
- 17 JAN 1952
Transmis à M.
Coordination (2)

MTL. L.2638/1.

ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre, saisi par le Ministre de la Défense nationale, le 10 janvier 1952, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur un projet d'arrêté royal "fixant le règlement sur le recensement des véhicules automobiles, remorques et engins mécaniques en vue de leur réquisition éventuelle pour les besoins des forces armées", a donné en sa séance du 15 janvier 1952 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 10de Januari 1952 door de Minister van Landsverdediging verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot vaststelling van het reglement op de telling van motorvoertuigen, aanhangwagens en mechanisch tuig, met het oog op gebeurlijke opeising voor de krijgsmacht", heeft ter zitting van 15 Januari 1952 het volgend advies gegeven :

Le Gouvernement ayant abandonné le système de la désignation annuelle des véhicules à réquisitionner, le Ministre de la Défense nationale est autorisé, chaque fois que le besoin s'en fait sentir, à procéder à des désignations complémentaires.

En conséquence, le Conseil d'Etat propose la suppression de l'article 2, alinéa 2.

\+

\+ \+

Pour le surplus, le Conseil d'Etat propose d'apporter au projet des modifications de forme qui figurent dans le texte ci-après :

ARRETE ROYAL FIXANT LE REGLEMENT SUR LE RECENSEMENT DES VEHICULES AUTOMOBILES, REMORQUES ET ENGINS MECANIQUES, EN VUE DE LEUR REQUISITION EVENTUELLE POUR LES BESOINS DES FORCES ARMEES.

BAUDOUIN, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu la loi du 12 mai 1927 sur les réquisitions militaires, notamment les articles 4, d, et 44;

.../....

Vu l'arrêté-loi du 30 décembre 1946 portant révision et coordination de la législation relative au transport rémunéré de personnes par véhicules automobiles;

Vu l'arrêté royal du 5 mars 1930 réglant l'exécution de la loi du 12 mai 1927 sur les réquisitions militaires, notamment l'article 2;

Vu l'arrêté royal du 3 mai 1939 réglant l'exécution de la loi du 12 mai 1927 sur les réquisitions militaires;

Vu l'arrêté ministériel du 10 août 1947 relatif à l'organisation du contrôle technique des véhicules automobiles;

Considérant qu'il y a lieu de simplifier les opérations de recensement des véhicules automobiles, remorques et engins mécaniques;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Défense nationale et de Notre Ministre des Communications,

NOUS AVONS ARRETE ET ARRETONS :

Article 1er.-

§ 1er. Le Ministre de la Défense nationale répartit en catégories les véhicules, remorques et engins mécaniques susceptibles de réquisition,

.../...

d'après l'utilisation qui leur serait réservée en cas de mobilisation partielle ou totale des forces armées.

§ 2. Pour chaque catégorie de véhicules automobiles, remorques et engins mécaniques à recenser, il détermine les numéros de classification, marques, années de fabrication et autres caractéristiques jugées utiles.

§ 3. Parmi les véhicules ainsi déterminés, il désigne ceux de ces véhicules à retenir pour une réquisition éventuelle.

Article 2.-

L'immatriculation des véhicules désignés pour la réquisition éventuelle est faite dès le temps de paix.

Les numéros d'immatriculation sont inscrits sur tous les documents de réquisition.

Article 3.-

Les commandants de circonscription militaire délèguent un officier auprès de chacun des organismes de contrôle technique agréés par le Ministre des Communications pour effectuer l'inspection périodique des véhicules.

L'officier établit pour chaque véhicule désigné en vue d'une réquisition éventuelle un avis et un ordre de réquisition avec reçus de prestations requises, conformes aux modèles 22 et 23 annexés au présent arrêté.

.../...

A cette fin, il est autorisé à recueillir dans la documentation des organismes visés à l'alinéa 1er, tous les renseignements nécessaires.

Article 4.-

A l'exemplaire de l'avis de réquisition destiné au prestataire est annexé un inventaire, en triple exemplaire, des outils, accessoires et objets de rechange des modèles 24 A ou 24 M annexés au présent arrêté.

Cet inventaire est à compléter et à signer par le prestataire, qui devra le présenter à la commission de réquisition en même temps que le véhicule.

Article 5.-

Le commandant de circonscription militaire fait parvenir les documents de réquisition, le 5 mai au plus tard, au commandant de la brigade de gendarmerie dans le ressort de laquelle se trouve la commune où réside le prestataire.

Article 6.-

... (texte de l'article 8 du projet du Gouvernement, sous réserve d'écrire à l'alinéa 3 : "Un exemplaire de l'avis ...")...

Article 7.-

Les ordres de réquisition modèle 23 avec reçus de prestations requises transmis par le

.../...

commandant de circonscription militaire, sont signés par le commandant du district de gendarmerie. Ils sont ensuite déposés et classés au siège de la brigade de gendarmerie. Ces opérations doivent être terminées pour le 31 mai au plus tard.

Article 8.-

...(texte de l'article 10 du projet du Gouvernement, sous réserve d'ajouter le mot "annuel" après les mots : "Si, au cours de l'exercice",et de remplacer: "article 8" par "article 6" et "articles 13 et 14" par "articles 11 et 12") ...

Article 9.-

... (texte de l'article 11 du projet du Gouvernement) ...

Article 10.-

... (texte de l'article 12 du projet du Gouvernement) ...

Article 11.-

... (texte de l'article 13 du projet du Gouvernement, sous réserve de remplacer "l'article 12" par"l'article 10")...

Article 12.-

... (texte de l'article 14 du projet, sous réserve de remplacer "l'article 13" par "l'article 11") ...

.../...

Article 13.-

Le commandant de circonscription militaire apporte les modifications nécessaires aux documents visés à l'article 12 ou en établit de nouveaux.

Il est ensuite procédé conformément à l'article 8.

Article 14.-

... (texte de l'article 16 du projet du Gouvernement, sous réserve de remplacer "articles 11 et 12" par "articles 9 et 10".) ...

Article 15.-

... (texte de l'article 17 du projet du Gouvernement) ...

Article 16.-

... (texte de l'article 18 du projet, sous réserve de rédiger l'alinéa 2 ainsi qu'il suit :

"Si le rappel du prestataire précède la réquisition, il obtempère sans délai à son ordre de rappel; mais il est tenu, au préalable, de désigner au bourgmestre de la commune où il réside, la personne qu'il aura chargé d'assumer à sa place, pendant la durée de son rappel sous les armes, les prestations auxquelles il est tenu en vertu de son avis et de son ordre de réquisition.") ...

.../...

Article 17.-

... (texte de l'article 19 du projet du Gouvernement) ...

Article 18.-

... (texte de l'article 20 du projet du Gouvernement, sous réserve de remplacer le mot :"automatiquement" par "de plein droit") ...

Article 19.-

... (texte de l'article 21 du projet du Gouvernement) ...

Article 20.-

Le recensement des camions-citernes, remorques citernes et engins mécaniques nécessaires aux forces armées en cas de mobilisation, est assuré annuellement par des officiers techniciens délégués par le Ministre de la Défense nationale.

Ces officiers relèvent directement auprès des propriétaires ou détenteurs de ce matériel le nombre de camions-citernes, remorques-citernes ou engins mécaniques retenus pour la réquisition éventuelle.

Les articles 4 à 19 sont applicables au recensement des camions-citernes, remorques-citernes et engins mécaniques. Toutefois, les documents de réquisition sont des modèles 8 et 11 prévus par le règlement annexé à l'arrêté royal du 3 mai 1939, réglant l'exécution de la loi du 12 mai 1927 sur les réquisitions militaires.

.../...

Article 21.-

Les infractions au présent arrêté seront punies conformément à l'article 32 de la loi du 12 mai 1927 sur les réquisitions militaires.

Article 22.-

Les arrêtés royaux des 10 novembre 1950, 7 décembre 1950 et 10 avril 1951, fixant le règlement sur le recensement et le classement des véhicules automobiles, remorques et engins mécaniques en vue de leur réquisition éventuelle pour les besoins de l'armée, sont abrogés.

Article 23.-

Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au Moniteur belge.

Article 24.-

... (texte de l'article 26 du projet du Gouvernement) ...

Donné à ,le

PAR LE ROI :

Le Ministre de la Défense nationale,

Le Ministre des Communications,

Daar de Regering van het stelsel van de jaarlijkse aanwijzing van de op te eisen voertuigen heeft afgezien, is de Minister van Landsverdediging gemachtigd om, telkens als het nodig is, bijkomende aanwijzingen te doen.

Dienvolgens stelt de Raad van State voor, het tweede lid van artikel 2 te schrappen.

\+

\+ \+

Voor het overige stelt de Raad van State voor, een aantal vormwijzigingen in het ontwerp aan te brengen; zij zijn opgenomen in de onderstaande tekst :

KONINKLIJK BESLUIT TOT VASTSTELLING VAN HET REGLEMENT OP DE TELLING VAN MOTORVOERTUIGEN, AANHANGWAGENS EN MECHANISCH TUIG, MET HET OOG DE GEBEURLIJKE OPEISING VOOR DE KRIJGSMACHT.

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,
Aan allen, tegenwoordigen en toekomenden, HEIL.

Gelet op de wet van 12 Mei 1927 op de militaire opeisingen, inzonderheid op de artikelen 4, d, en 44 ;

Gelet op de besluitwet van 30 December 1946 houdende herziening en coördinatie van de wetgeving betreffende het bezoldigd vervoer van personen door middel van automobielen ;

.../...

Gelet op het koninklijk besluit van 5 Maart 1930 tot tenuitvoerlegging der wet van 12 Mei 1927 op de militaire opeisingen, inzonderheid op artikel 2;

Gelet op het koninklijk besluit van 3 Mei 1939 tot regeling van de uitvoering der wet van 12 Mei 1927 op de militaire opeisingen;

Gelet op het ministerieel besluit van 10 Augustus 1947 betreffende de organisatie van het technisch toezicht op de motorvoertuigen;

Overwegende dat de verrichtingen voor telling van motorvoertuigen, aanhangwagens en mechanisch tuig vereenvoudiging behoeven;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Landsverdediging en van Onze Minister van Verkeerswezen,

HEBBEN WIJ BESLOTEN EN BESLUITEN WIJ :

Artikel 1.-

§ 1. De Minister van Landsverdediging deelt de opeisbare voertuigen, aanhangwagens en mechanisch tuig in categorieën in, volgens de wijze waarop zij bij gedeeltelijke of algehele mobilisatie van de krijgsmacht zouden gebruikt worden.

.../...

§ 2. Voor iedere categorie te tellen motorvoertuigen, aanhangwagens en mechanisch tuig, bepaalt hij rangschikkingsnummers, merken, bouwjaren en andere nuttig geachte kenmerken.

§ 3. Onder de aldus bepaalde voertuigen wijst hij aan, welke daarvan voor gebeurlijke opeising in aanmerking komen.

Artikel 2.-

De voor gebeurlijke opeising aangewezen voertuigen worden reeds in vredestijd ingeschreven.

De inschrijvingsnummers worden op al de opeisingsbescheiden vermeld.

Artikel 3.-

De commandanten van het militair gebied vaardigen een officier af bij ieder organisme voor technische contrôle, dat door de Minister van Verkeerswezen is erkend om de voertuigen op geregelde tijdstippen te schouwen.

Voor ieder voertuig dat voor gebeurlijke opeising wordt aangewezen, maakt de officier een opeisingsbericht en een opeisingsbevel met ontvangbewijzen voor gevorderde verstrekkingen overeenkomstig de bij dit besluit gevoegde modellen 22 en 23

Met het oog daarop is hij gemachtigd om aan de documentatie van de in het eerste lid bedoelde organismen alle nodige inlichtingen te ontlenen.

.../...

Artikel 4.-

Bij het exemplaar van het opeisingsbericht voor de verstrekker, is gevoegd een boedellijst in drievoud, van het gereedschap, het toebehoren en de wisselstukken, naar de bij dit besluit gevoegde modellen 24 A of 24 M.

Deze boedellijst moet worden aangevuld en ondertekend door de verstrekker, die ze samen met het voertuig aan de opeisingscommissie vertoont.

Artikel 5.-

De commandant van het militair gebied doet uiterlijk 5 Mei de opeisingsbescheiden toekomen aan de commandant van de rijkswachtbrigade binnen het gebied waarvan de gemeente, waar de verstrekker verblijft, is gelegen.

Artikel 6.-

...(tekst van artikel 8 van het ontwerp der Regering) ...

Artikel 7.-

De opeisingsbevelen model 23 met ontvangbewijzen voor gevorderde verstrekkingen, door de commandant van het militair gebied overgemaakt, worden door de commandant van het rijkswachtdistrict ondertekend. Zij worden verder ten zetel van de rijkswachtbrigade bewaard en gerangschikt . Die verrichtingen moeten tegen uiterlijk 31 Mei afgelopen zijn.

.../...

Artikel 8.-

...(tekst van artikel 10 van het ontwerp der Regering, mits "artikel 8" door "artikel 6" te vervangen en "artikelen 13 en 14" door "artikelen 11 en 12")...

Artikel 9.-

...(tekst van artikel 11 van het ontwerp der Regering) ...

Artikel 10.-

...(tekst van artikel 12 van het ontwerp der Regering) ...

Artikel 11.-

...(tekst van artikel 13 van het ontwerp der Regering, mits "artikel 12" door "artikel 10" te vervangen)...

Artikel 12.-

...(tekst van artikel 14 van het ontwerp, mits "artikel 13" door "artikel 11" te vervangen, en te schrijven "de commandant van de rijkswachtbrigade")...

Artikel 13.-

De commandant van het militair gebied brengt op de in artikel 12 bedoelde bescheiden de nodige wijzigingen aan of maakt nieuwe bescheiden op.

Verder wordt overeenkomstig artikel 8 gehandeld.

Artikel 14.-

...(tekst van artikel 16 van het ontwerp der Regering, mits "artikelen 11 en 12" te vervangen door

Artikel 15.-

... (tekst van artikel 17 van het ontwerp der Regering) ...

Artikel 16.-

... (tekst van artikel 18 van het ontwerp,mits het tweede lid te lezen als volgt :

"Gaat de wederoproeping van de verstrekker aan de opeising vooraf, dan geeft hij onverwijld gevolg aan zijn bevel tot wederoproeping; hij dient echter aan de burgemeester van de gemeente waar hij verblijft vooraf de persoon aan te wijzen die hij gelast heeft de prestaties, waartoe hij krachtens zijn opeisingsbericht en zijn opeisingsbevel is verplicht, in zijn plaats te verrichten zolang hij zelf onder de wapens wederopgeroepen is.")..

Artikel 17.-

...(tekst van artikel 19 van het ontwerp der Regering) ...

Artikel 18.-

... (tekst van artikel 20 van het ontwerp der Regering, mits 'eveneens" door "van rechtswege" te vervangen) ...

Artikel 19.-

... (tekst van artikel 21 van het ontwerp der Regering, mits "ketelwagens" door "tankwagens" te vervangen) ...

.../...

Artikel 20.-

De telling van de tankwagens, de tank-aanhangwagens en het mechanisch tuig welke de krijgsmacht in geval van mobilisatie nodig heeft, wordt jaarlijks gedaan door officieren-technici, die door de Minister van Landsverdediging worden gemachtigd.

Die officieren nemen rechtstreeks bij de eigenaar of houders van dit materieel, het getal op van de tankwagens, tank-aanhangwagens en mechanisch tuig dat voor gebeurlijke opeising in aanmerking komt.

De artikelen 4 tot 19 zijn toepasselijk op de telling van tankwagens, tank-aanhangwagens en mechanisch tuig. De opeisingsbescheiden zijn echter van de modellen 8 en 11 bepaald bij het reglement dat gevoegd is bij het koninklijk besluit van 3 Mei 1939 tot uitvoering van de wet van 12 Mei 1927 op de militaire opeisingen.

Artikel 21.-

Inbreuk op dit besluit wordt gestraft overeenkomstig artikel 32 van de wet van 12 Mei 1927 op de militaire opeisingen.

Artikel 22.-

De koninklijke besluit van 10 November 1950, 7 December 1950 en 10 April 1951 tot vaststelling van het reglement op de telling en de klassering van motorvoertuigen, aanhangwagens en mechanisch tuig met het oog op gebeurlijke opeising voor het leger, worden opgeheven.

.../...

Artikel 23.-

Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het Belgisch Staatsblad is bekendgemaakt.

Artikel 24.-

... (tekst van artikel 26 van het ontwerp van de Regering) ...

Gegeven te , de

VAN 'S KONINGSWEGE ,

De Minister van Landsverdediging,

De Minister van Verkeerswezen,

La chambre était composée de		De kamer was samengesteld uit	
Messieurs : J. SUETENS,		premier président du Conseil d'Etat,	président,
de Heren :		eerste-voorzitter van de Raad van State,	voorzitter
	M. SOMERHAUSEN,	conseillers d'Etat,	
	G. VAN BUNNEN,	raadsheren van State,	
	G. PIQUET,	greffier adjoint,	greffier.
		adjunct-griffier,	griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M.SUETENS.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. SUETENS.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(signé) G. PIQUET.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(signé) J. SUETENS.

expédition délivrée à M. le Ministre
uitgifte afgeleverd aan de H. Minister
de la Défense nationale.
van Landsverdediging.

Le 1952. De 1952.

Le Greffier du Conseil d'Etat, De Griffier van de Raad van State,

R. DECKMIJN.